

FLASH-NÉGO 6



SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Numéro 6, 15 décembre 2008

9 SEMAINES AVANT LE 15 FÉVRIER 2009

Le temps qui reste est précieux, et l'entente entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'administration de l'UQAM ne changera rien à notre propre calendrier de négociation. Il reste maintenant 9 semaines pour régler!

Donc, le Conseil d'administration de l'UQAM vient de consentir bêtement – par 9 voix contre 2, celles des profs – à une « entente » dictée par le MELS, qui impose de nouvelles conditions au versement des sommes annoncées en grande pompe il y a deux mois, notamment en ce qui concerne la gestion des relations de travail à l'UQAM.

En effet, on y pose l'obligation, pour le recteur, d'engager (aux frais de l'UQAM) une firme d'experts qui viendra le conseiller dans les négociations des conventions collectives. Il est clair qu'une ixième confirmation du versement des sommes attendues est sécurisante, mais le reste de cette entente nous apparaît choquant, voire sans raison d'être, sinon pour accroître le contrôle gouvernemental sur l'UQAM.

Cette entente soulève de nombreuses questions à plusieurs égards. D'abord, comment se fait-il qu'elle survienne alors que la ministre Courchesne n'avait énoncé jusque-là, comme seules conditions du versement à l'UQAM des sommes promises, que « le dépôt pour

la fin du mois de mai 2009 d'un plan stratégique et un retour à l'équilibre financier d'ici 2013-2014 »?

Comment se fait-il que le MELS vienne dicter à l'administration d'une université des mécanismes de négociation, qui plus est, en faisant obligatoirement appel à des ressources de l'extérieur de l'établissement pour lesquelles elle devra une fois de plus déboursier? Comment se fait-il que notre administration et notre Conseil d'administration en viennent à voter une entente qui reconnaît leur propre incompétence à négocier? Est-ce un avant-goût du mode de gouvernance proposé dans le projet de loi de la ministre Courchesne?

En votant une entente avec le MELS qui exige le « balisage » par une firme externe de la convention collective des professeurs, professeurs de l'UQAM avec celles d'autres universités, le Conseil d'administration fait fi de ses propres travaux en la matière. En effet, il est avéré que l'UQAM avait déjà fait tout le travail d'étalonnage maintenant demandé à une firme extérieure. Cette demande – de procéder à l'embauche d'une firme externe, et que celle-ci effectue un grand exercice d'étalonnage et revoie les modes de négociation – apparaît constituer un long cheminement visant à retarder la négociation jusqu'au 31 mai 2009, date du dépôt du plan de retour à l'équilibre budgétaire. Comme si on n'avait pas assez donné aux externes...

Firmes externes	Motif du contrat	Montant déboursé entre 2006 et 2008
PricewaterhouseCoopers	Plan de redressement et Îlot Voyageur	2 129 001 \$
Davies Ward Philips & Wineberg (Lucien Bouchard)	Plan de redressement et Îlot Voyageur	2 442 133 \$
Samson Bélair	Îlot Voyageur	2 903 590 \$
Fraser Milner Casgrain	Îlot Voyageur et propriété intellectuelle	729 257 \$
KPMG	Complexe des sciences	758 546 \$
Autres	Plan de redressement, Îlot Voyageur et autres	841 931 \$
???	Firme externe spécialisée en relations de travail	?????
		Total : 9 804 458 \$



9 semaines pour régler! 15 février 2009

SPUQ
Syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal

CSN